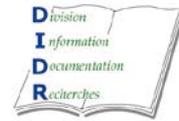


Octobre 2016



Les persécutions du Hamas à l'encontre des membres du Fatah à Gaza

Résumé

En juin 2007, le Hamas prend le contrôle de la bande de Gaza et y instaure une administration parallèle tandis que les fonctionnaires de l'Autorité palestinienne sont de fait démis de leurs fonctions. Les organisations proches du Fatah et les partisans de ce dernier sont à la suite ciblés par une politique de répression menée par le Hamas.

Abstract

In June 2007, Hamas took full control of the Gaza Strip and implemented a parallel administration while Palestinian Authority employees were *de facto* dismissed. Fatah-linked organizations and supporters have since been targeted by repressive policies.

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofptra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofptra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofptra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Introduction.....	3
2. L'éviction politique du Fatah	3
2.1. Les événements de juin 2007	3
2.2. Le musellement de l'opposition pro-Fatah.....	4
2.3. La puissance des clans dans le viseur	5
2.4. Des fonctionnaires « entre le marteau du Hamas et l'enclume du Fatah ».....	6
3. Arrestations et détentions extrajudiciaires, torture et exécutions de personnes liées au Fatah.....	7
3.1. Arrestations et détentions	8
3.2. Torture	9
3.3. Exécutions.....	10
Bibliographie.....	12

1. Introduction

Le 25 janvier 2006, le Hamas¹ gagne les élections législatives palestiniennes² et forme un gouvernement contesté avec à sa tête Ismaël Haniyeh³. Depuis, des affrontements entre le Hamas et le Fatah⁴ ont lieu de manière périodique et les principaux bailleurs de fonds de l'Autorité palestinienne (l'Union européenne, les Etats-Unis, le Canada...) et Israël, qui considèrent le Hamas comme une organisation terroriste, stoppent leurs transferts de fonds à l'Autorité palestinienne. La crise politique et fiscale est telle que, malgré la formation d'un gouvernement d'union nationale entre le Hamas et le Fatah en mars 2007⁵, les tensions atteignent leur paroxysme en juin 2007.

Le 14 juin, au terme de violents affrontements qualifiés de guerre civile par les deux partis, le Hamas prend le contrôle militaire de la bande de Gaza⁶. Le Fatah dénonce alors un « coup d'état » et Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne et chef du Fatah, dissout le gouvernement⁷, action que le Hamas juge « illégitime ». Les Territoires palestiniens sont dès lors scindés, avec d'un côté la bande de Gaza dirigée par un gouvernement mené par le Hamas, et de l'autre la Cisjordanie administrée par un gouvernement dominé par le Fatah et reconnu par Israël et la communauté internationale⁸.

Dans la bande de Gaza, le Hamas impose son autorité en s'appropriant les administrations de l'Autorité palestinienne préexistantes et en remplaçant les services de sécurité par ses propres forces de sécurité. Les fonctionnaires et militants du Fatah à Gaza sont par ailleurs pris pour cible par le parti islamiste⁹.

2. L'éviction politique du Fatah

Comme le souligne un rapport de la Fondation Carnegie datant de 2012, « l'organisation locale du parti [du Fatah à Gaza] est largement otage de l'état général des relations entre Gaza et la Cisjordanie »¹⁰.

2.1. Les événements de juin 2007

D'après le Washington Post, les combats de juin 2007 font au moins 100 morts dans la bande de Gaza¹¹. Le Palestinian Center for Human Rights¹² a par ailleurs documenté de

¹ Acronyme partiel de *harakat al-muqawama al-'islamiya* signifiant « Mouvement de résistance islamique », le Hamas est un mouvement islamiste palestinien fondé en 1987 et concurrent du Fatah.

² Global Security, "Palestinian Parliamentary Elections 2006".

³ Global Security, "Hamas".

⁴ Acronyme inversé de *harakat al-tahrir il-falastini* signifiant « Mouvement de Libération de la Palestine », le Fatah est le parti palestinien fondé en 1959 par Yasser Arafat.

⁵ Ismaël Haniyeh est le premier ministre du gouvernement de mars 2007 qui comprend notamment 11 membres du Hamas et 7 membres du Fatah.

⁶ *The Washington Post*, "Abbas Dissolves Government As Hamas Takes Control of Gaza", 15/06/2007.

⁷ Ibid.

⁸ RFI, « Le Hamas à Gaza et le Fatah en Cisjordanie », 15/06/2007.

⁹ Canada: Immigration and Refugee Board of Canada, *Palestine : information sur les cas de violations des droits de la personne commises par des policiers ou par les forces de sécurité du Fatah [l'Autorité palestinienne (AP)] à Gaza, y compris les policiers de la division responsable des enquêtes liées aux stupéfiants; information sur le changement de régime à Gaza (1999-2007)*, 27/01/2014.

¹⁰ BROWN Nathan J., "Gaza five years on: Hamas settles in", *Carnegie Endowment for International Peace*, 06/06/2012. Traduction DIDR [anglais] : "The party's local organization is largely hostage to the overall state of Gaza–West Bank relations."

¹¹ *The Washington Post*, "Abbas Dissolves Government As Hamas Takes Control of Gaza", 15/06/2007.

¹² Cette ONG, créée en 1995 par un groupe d'avocats et de militants pour les droits de l'Homme palestiniens et basée à Gaza City, est dédiée à la protection des droits humains et à la promotion de l'Etat de droit et des

manière très précise ces exécutions, enlèvements et attaques envers les différents bâtiments et institutions ayant eu lieu entre le 7 et le 14 juin 2007¹³.

Le 14 juin 2007, après la prise de contrôle de Gaza par le Hamas, des militants du parti s'adonnent au pillage des établissements administratifs et des bureaux des hauts-fonctionnaires du Fatah. Les quartiers généraux du Service de Sécurité Préventive (*al-amn al-wiqa'i*), la principale force de sécurité de renseignement de l'Autorité palestinienne, affiliée au Fatah, sont particulièrement pris pour cible, tout comme le bureau de Mahmoud Abbas¹⁴. Les résidences des chefs du Fatah, comme celle de Mohammed Dahlan¹⁵, sont également visées¹⁶.

Le jour même, le Hamas procède à l'arrestation des dix plus importants dirigeants du Fatah à Gaza, parmi lesquels le commandant de l'unité de la garde d'élite de Mahmoud Abbas et le chef de la Force de sécurité nationale, la plus importante formation militaire fidèle au Fatah¹⁷. Plus tard dans la journée, le Hamas décrète une amnistie pour tous les leaders du Fatah ; plusieurs d'entre eux, dont le porte-parole du parti Tawfiq Abu Khoussa, sont libérés¹⁸. L'assassinat de membres du Fatah se poursuit néanmoins, avec un meurtre perpétré dans le cadre d'une vengeance d'ordre familial et un autre par un homme armé affilié au Hamas¹⁹. En tout, dans les jours suivant la prise de contrôle de Gaza par le Hamas, une douzaine de combattants du Fatah sont exécutés²⁰.

2.2. Le musellement de l'opposition pro-Fatah

Dès la prise de Gaza, les médias pro-Fatah sont fermés par le Hamas et les rassemblements pro-Fatah généralement interdits²¹. Le 12 novembre 2007, une manifestation en l'honneur de l'anniversaire de la mort de Yasser Arafat est cependant autorisée ; mais rassemblant quelque 250 000 personnes, elle est durement réprimée²² et se solde par sept morts et 70 blessés²³. Les jours suivants, les forces de sécurité du Hamas arrêtent 450 personnes, que le Fatah décrit comme liées à la manifestation, tandis que le porte-parole du ministère de l'Intérieur, interrogé par Human Rights Watch, parle de 100 personnes²⁴. Selon Human Rights Watch, ces personnes sont détenues à la prison d'Al-Mashtal, connue pour les mauvais traitements qui y sont infligés aux prisonniers²⁵.

Un rapport de la Fondation Carnegie²⁶ publié en 2012 affirme qu' « en général, les partis d'opposition peuvent faire ce qu'ils veulent dans des petites salles de conférence et converser librement dans le cadre privé, mais ne peuvent pas opérer ouvertement ou publiquement ». Il note toutefois que « le Fatah est une exception, recevant un

principes démocratiques dans les Territoires palestiniens occupés. L'ONG possède un statut consultatif spécial au sein du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) et a reçu de nombreuses récompenses internationales pour son travail en matière de droits de l'Homme.

¹³ Palestinian Centre for Human Rights (PCHR), "Black Pages in the Absence of Justice, Report on Bloody Fighting in the Gaza Strip from 7 to 14 June 2007", 01/10/2007.

¹⁴ HADID Daa (Associated Press), "Gazans welcome 'winner' Hamas", The Star, 15/06/2007.

¹⁵ Haut fonctionnaire palestinien appartenant au Fatah, aujourd'hui en exil, et concurrent de Mahmoud Abbas.

¹⁶ HADID Daa (Associated Press), "Gazans welcome 'winner' Hamas", The Star, 15/06/2007.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Ibid.

²⁰ Ibid.

²¹ Human Rights Watch (HRW), "Internal Fight: Palestinian Abuses in Gaza and the West Bank", 30/07/2008.

²² Human Rights Watch (HRW), "Gaza: Shootings Inquiry Should Lead to Prosecutions", 15/11/2007.

²³ Ibid.

²⁴ Ibid.

²⁵ Human Rights Watch (HRW), "Internal Fight: Palestinian Abuses in Gaza and the West Bank", 30/07/2008.

²⁶ Carnegie Endowment for International Peace est un think-tank américain formé d'un réseau mondial de plusieurs centres de recherches sur le domaine des affaires internationales.

traitement plus dur, [que] les individus associés aux Fatah peuvent être harcelés et [que] des organisations considérées proches du Fatah ont été fermées »²⁷.

Du 28 décembre 2008 au 18 janvier 2009, Israël lance l'opération « Plomb durci » sur Gaza²⁸. Cette vaste offensive a pour but affirmé de faire cesser les tirs de roquettes lancés par le Hamas depuis Gaza et qui frappent le sud d'Israël. Les tunnels aménagés sous la frontière égyptienne sont également visés dans la mesure où ils permettent au Hamas de se ravitailler en armes. L'opération allie bombardements aériens et intervention terrestre. Sur le plan intérieur, « Plomb durci » a pour conséquence une relance de la répression des milieux pro-Fatah à Gaza, notamment parce qu'ils sont accusés de collaboration avec Israël.

En mars 2014, une autre manifestation pro-Fatah est réprimée au motif qu'elle n'a pas été autorisée²⁹. Selon The Times of Israel, environ 80 manifestants rassemblés sur la place du Soldat inconnu dans la ville de Gaza sont chargés et treize personnes sont arrêtées³⁰. Ce sont la Force exécutive (la police civile du Hamas) et la Sécurité interne (*Internal Security Force, al-Amn al-Dakhily*), service créé par le Hamas en septembre 2007 et composé principalement de membres des Brigades al-Qassam³¹, qui sont chargées de la répression de la manifestation.

En novembre 2014, par ailleurs, tandis que l'état des relations entre le Fatah et le Hamas s'améliore³², plusieurs attaques sont menées contre les domiciles appartenant à des dirigeants du Fatah à Gaza³³. Selon l'International Business Times, ces attaques coïncident avec l'arrestation de membres du Hamas en Cisjordanie, elle-même menée, selon le Hamas, en réponse au placement en détention d'un haut fonctionnaire de l'Autorité palestinienne par le Hamas à Gaza³⁴.

2.3. La puissance des clans dans le viseur

Le Hamas s'attache également à saper la puissance et l'influence des clans et grandes familles gazaouies affiliées au Fatah³⁵ qui atteignent leur apogée à la suite du désengagement israélien à Gaza en 2005³⁶. Alors que le système tribal est fortement implanté à Gaza, les clans tentent de profiter des rivalités entre partis pour gagner en pouvoir. En juin 2007, la période de guerre civile voit des grandes familles gazaouies, Dughmush (15 000 membres), Masri (6000 membres), Bakr (300 membres) ou Abu Naja, s'opposer au Hamas³⁷. Mais peu après sa prise de Gaza, le Hamas fait le siège du quartier de la famille Bakr qui se conclut par l'humiliation des chefs de famille³⁸ et sonne

²⁷ BROWN Nathan J., "Gaza five years on: Hamas settles in", Carnegie Endowment for International Peace, 06/06/2012. Traduction DIDR [anglais] : "In general, opposition parties can do what they like in small conference rooms and converse freely in private settings. But they cannot operate openly or publicly. Fatah is an exception, receiving far harsher treatment at times—individuals associated with Fatah can be harassed and organizations deemed close to Fatah have been closed."

²⁸ Le Monde, « Troisième guerre à Gaza en moins de six ans », 16/07/2014.

²⁹ The Times of Israel, "Hamas breaks up Fatah demonstration in Gaza City", 16/03/2014.

³⁰ Ibid.

³¹ Human Rights Watch (HRW), *Internal Fight: Palestinian Abuses in Gaza and the West Bank*, 30/07/2008.

³² Un accord prévoyant un cessez-le-feu et la mise en place d'un gouvernement nationale est signé en avril 2014. Le gouvernement d'union nationale reste en place jusqu'en juin 2015, date à laquelle les négociations s'achèvent sur fond de blocage sur la question de Gaza et de son contrôle notamment.

³³ International Business Times, "Palestinian Authority 'still in dialogue' with Hamas despite wave of arrests", 10/03/2015.

³⁴ Ibid.

³⁵ International Crisis Group (ICG), *Inside Gaza: The Challenge of Clans and Families*, Middle East Report N°71, 20/12/2007. Adaptation et traduction de l'anglais par Laurent Grobois.

³⁶ The Sydney Morning Herald, "Clans fight to keep it all in the family", 08/08/2010.

³⁷ Ibid.

³⁸ International Crisis Group (ICG), *Inside Gaza: The Challenge of Clans and Families*, Middle East Report N°71, 20/12/2007. Adaptation et traduction de l'anglais par Laurent Grobois.

comme un avertissement pour les autres clans dont l'influence décline progressivement³⁹.

L'International Crisis Group note que pour la première fois, les dirigeants de Gaza n'ont plus besoin des clans pour asseoir leur autorité⁴⁰. Cependant, de l'aveu d'un fonctionnaire de sécurité du Hamas, s'il est possible de « donner une leçon » aux clans de taille moyenne comme les Bakr, il n'est pas réaliste de tenter de faire de même avec les clans plus importants comme les Dughmush⁴¹. De par leur poids économique, les grandes familles de Gaza⁴² constituent en effet l'unique corps sur lequel les autorités peuvent s'appuyer dans un contexte de dépression économique. C'est pourquoi, selon l'International Crisis Group, malgré le désarmement des clans et l'humiliation de plusieurs grandes familles, un statu quo semble depuis régner entre le Hamas et les clans à Gaza, chacun respectant relativement les prérogatives de l'autre⁴³. Aucune source relative à l'état actuel des relations entre les clans et le Hamas n'a toutefois pu être trouvée.

2.4. Des fonctionnaires « entre le marteau du Hamas et l'enclume du Fatah »

D'après Reuters, avant 2007, Gaza comptait quelque 70 000 fonctionnaires, « tous liés au Fatah »⁴⁴. Dès juin 2007, ces derniers font toutefois face à un dilemme de loyauté. En effet, afin de faire obstacle au Hamas, le Fatah lance un appel à la grève destiné aux fonctionnaires et aux syndicats, l'idée étant qu'un vide administratif empêchera le parti islamiste d'asseoir son autorité sur Gaza⁴⁵. De son côté, le Hamas ordonne à tous les fonctionnaires, des forces de sécurité comme des ministères civils, de continuer à travailler⁴⁶.

Les forces de police en particulier, comme l'explique un policier à l'agence Reuters, reçoivent des ordres contradictoires des deux camps⁴⁷. Ce policier raconte : « Le Hamas veut que j'aille au travail. Le Fatah dit que si on obtempère, on est viré. Je suis viré quoi qu'il en soit donc que dois-je faire ? »⁴⁸. Un employé gazaoui du ministère de l'Intérieur livre un témoignage semblable au journal *Le Monde* : « Si on n'obéit pas à Ramallah, on n'a plus de salaires. Si on n'obéit pas à Gaza, on est menacé, parfois frappé, viré ou mis au placard. On est pris entre l'enclume du Fatah et le marteau du Hamas »⁴⁹.

Finalement, le Hamas nomme l'un de ses membres à la tête de la police⁵⁰ et, selon le *Los Angeles Times*, invite les anciens membres des forces de sécurité affiliés au Fatah à rejoindre ses rangs⁵¹. Un homme présenté comme Tahar, officier militaire du renseignement pour le Fatah, affirme tout de même sentir qu'il constitue bien une cible pour le Hamas⁵². La Force de sécurité préventive à Gaza est démantelée par le Hamas et

³⁹ Ibid.

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ The Sydney Morning Herald, "Clans fight to keep it all in the family", 08/08/2010.

⁴² International Crisis Group (ICG), *Inside Gaza: The Challenge of Clans and Families*, Middle East Report N°71, 20/12/2007. « Les entreprises de la bande sont à sans doute 95% de nature familiale ».

⁴³ Ibid.

⁴⁴ Reuters, "Palestinian divide poses dilemma for Gazans", 17/06/2007.

⁴⁵ ABU-SADA Caroline, « Gaza. Conflits de souveraineté », Médecins sans frontières, 2011.

⁴⁶ BARTHE Benjamin, « Les Palestiniens, otages de la guérilla administrative entre le Hamas et le Fatah », *Le Monde*, 09/08/2015.

⁴⁷ Reuters, "Palestinian divide poses dilemma for Gazans", 17/06/2007.

⁴⁸ Ibid. Traduction DIDR de : "Hamas wants me to go to work. Fatah says if you do you are fired. I am fired whatever I do, so what should I do?"

⁴⁹ BARTHE Benjamin, « Les Palestiniens, otages de la guérilla administrative entre le Hamas et le Fatah », *Le Monde*, 09/08/2015.

⁵⁰ Ibid.

⁵¹ FLEISHMAN Jeffrey, "Hiding in Gaza's shadows", *Los Angeles Times*, 04/07/2007.

⁵² FLEISHMAN Jeffrey, "Hiding in Gaza's shadows", *Los Angeles Times*, 04/07/2007.

remplacée par la Force de sécurité interne que l'ancien personnel de la Force de sécurité préventive est autorisé à rejoindre⁵³. Mais dans les faits, ce sont des membres des Brigades al-Qassam, la branche armée du Hamas, qui constituent l'essentiel du personnel de la Force de sécurité interne. L'Autorité palestinienne continue à payer les anciens membres de la Force de sécurité préventive pour qu'ils ne travaillent pas, à l'image des autres fonctionnaires⁵⁴.

En juin 2014, après la mise en place d'un gouvernement d'union nationale entre le Fatah et le Hamas, il est question de rétablir dans leurs fonctions les anciens fonctionnaires de Gaza d'avant 2007, et d'intégrer les fonctionnaires du Hamas « selon les besoins »⁵⁵. Mais les négociations bloquent sur cette question lors de la visite à Gaza en avril 2015 de Rami Hamdallah, alors chef du gouvernement d'union. Le Hamas réclame que le gouvernement « assume ses responsabilités envers tous les fonctionnaires sans discrimination »⁵⁶ et paie les salaires des fonctionnaires de Gaza⁵⁷ qui n'ont pas été payés depuis 11 mois⁵⁸. Avec le contrôle des forces de sécurité, le salaire des fonctionnaires fait partie des points de discorde majeurs entre le Hamas et l'Autorité palestinienne faisant obstacle à la réconciliation nationale dont il est question en 2014-2015⁵⁹.

3. Arrestations et détentions extrajudiciaires, torture et exécutions de personnes liées au Fatah

Les arrestations extrajudiciaires, les actes de torture et les exécutions violent à la fois les conventions internationales et la loi palestinienne. Jusqu'en 2012, l'Autorité palestinienne n'est pas un Etat. Elle ne signe qu'en 2014⁶⁰ différentes conventions internationales comme le Pacte international sur les droits civils et politiques⁶¹ ou la Convention contre la torture et autres punitions ou traitements cruels, inhumains ou dégradants⁶². Cependant, en tant que parti politique revendiquant être le dirigeant légitime de l'Autorité palestinienne, le Hamas a déclaré à plusieurs reprises s'engager à respecter ces différentes conventions internationales sur les droits de l'Homme⁶³.

Par ailleurs, les opposants politiques sont régulièrement jugés par des cours militaires, ce qui est interdit par l'article 30 de la loi fondamentale palestinienne de 2003⁶⁴.

⁵³ Canada: Immigration and Refugee Board of Canada, Palestine: Overview of the Palestinian Preventive Security of Gaza; situation of Preventive Security members during and after Hamas takeover in June 2007, 02/07/2009.

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ Le Monde, « La question des fonctionnaires continue de diviser l'Autorité palestinienne et le Hamas », 21/04/2015.

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ Les autorités de Ramallah ont payé une seule fois les salaires des fonctionnaires du Hamas : en 2007 lorsqu'une année de paie a été versée par l'Autorité palestinienne à la police du Hamas à cause d'une erreur informatique⁵⁷. BARTHE Benjamin, 09/08/2015, art. cit.

⁵⁸ Reuters, « Gaza-Tensions autour du paiement des salaires des fonctionnaires », 10/09/2014.

⁵⁹ Le Monde, « Hamas et Fatah s'entendent sur un retour du gouvernement d'union à Gaza », 25/09/2015.

⁶⁰ United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights, "Status of ratification by treaty and by country", s.d.; Al-Haq Welcomes UN, Swiss and Dutch Acceptance of State of Palestine's Accession to Treaties", 10/04/2014

⁶¹ United Nations, General Assembly, International Covenant on Civil and Political Rights, 16/12/1966; United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights, "Status of ratification by treaty and by country", s.d.

⁶² United Nations, General Assembly, Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, 10/12/1984; United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights, "Status of ratification by treaty and by country", s.d.

⁶³ Human Rights Watch (HRW), Under Cover of War: Hamas Political Violence in Gaza, 20/04/2009.

⁶⁴ Palestinian Center for Human Rights, "3 Death Sentences Issued and 2 Others Upheld Before Military Courts in the Gaza Strip; PCHR Condemns Ongoing Application of Death Penalty and Demands its Abolishment", 19/04/2016. Palestinian Authority, 2003 Amended Basic Law, 18/03/2003.

A propos des arrestations et exécutions extrajudiciaires menées lors de l'offensive israélienne sur Gaza pendant l'hiver 2008-2009 (voir partie 2.2.), les fonctionnaires du Hamas affirment en 2009 qu'ils vont enquêter sur les allégations d'abus commis par les forces de sécurité et nient l'existence d'une politique de répression des opposants. Le porte-parole du ministère de l'Intérieur du Hamas affirme ainsi à Al-Jazeera la même année: « *Je n'ignore pas qu'il y eut quelques erreurs de la part de membres du Hamas mais je pense que ce n'est pas une politique adoptée par la direction ici* »⁶⁵. En mars 2009, le ministère de l'Intérieur licencie effectivement et met en prison en attente de leur procès onze policiers impliqués dans la mort en détention d'une personne. Cette dernière n'était cependant pas un opposant politique mais arrêtée pour détention de drogue⁶⁶.

Au regard des différentes sources et selon l'avis de plusieurs ONG dont Human Rights Watch qui a produit de nombreux rapports sur la question, la répression (arrestations, tortures et exécutions) du Hamas contre ses opposants politiques, en particulier ceux liés au Fatah, semble bien résulter d'une décision politique⁶⁷.

3.1. Arrestations et détentions

Durant toute l'année 2007, des cas de détentions arbitraires et de torture des opposants politiques sont relevés⁶⁸. Selon un rapport de Human Rights Watch « les victimes [sont] fréquemment des chefs, militants et partisans du Fatah, en particulier ceux ayant des liens supposés avec une force de sécurité ou qui [ont] essayé d'ébranler l'autorité du Hamas après sa victoire électorale en janvier 2006 »⁶⁹. Selon l'ONG, les mises en détention conduites par les Brigades al-Qassam, la Force de sécurité interne et la police du Hamas concernent des centaines de membres du Fatah⁷⁰ et se poursuivent au cours de l'été⁷¹.

En novembre 2008, la Force de sécurité interne procède à l'arrestation de trente membres du Fatah rassemblés à Rafah pour fêter la libération d'autres membres du mouvement le 30 octobre. Ils sont interrogés avant d'être libérés plus tard dans la journée.

Selon Human Rights Watch, entre fin décembre 2008 et fin janvier 2009, période qui coïncide avec l'opération israélienne « Plomb durci » (voir partie 2.2.), la police du Hamas arrête plus de 150 membres ou militants du Fatah⁷². Au 8 janvier 2008, ce dernier déclare de son côté l'arrestation de 200 personnes tandis que le Hamas refuse d'indiquer le nombre de ses détenus⁷³.

Au début du mois de juin 2009, à la suite de heurts entre les forces de sécurité du Fatah et les Brigades al-Qassam à Qalqilya, en Cisjordanie, des campagnes d'arrestations sont menées par le Hamas à Gaza et par le Fatah en Cisjordanie⁷⁴. Le 6 juin 2009, selon le Palestinian Centre for Human Rights, la police du Hamas et la Sécurité interne arrêtent

⁶⁵ KIRSCH Mike,[video] "Hamas accused of killing Palestinian opponens", Al Jazeera English, 08/02/2009. Traduction DIDR [anglais] de : "I don't ignore that there were some mistakes made by members of Hamas, but I think that this is not a policy adopted by the leadership here."

⁶⁶ Human Rights Watch (HRW), *Under Cover of War: Hamas Political Violence in Gaza*, 20/04/2009.

⁶⁷ Ibid.

⁶⁸ Human Rights Watch (HRW), *Internal Fight: Palestinian Abuses in Gaza and the West Bank*, 30/07/2008.

⁶⁹ Ibid. Traduction DIDR [anglais] de : "The victims have frequently been leaders, activists and supporters of Fatah, especially those with suspected ties to a security force or those who sought to undermine Hamas rule after its electoral win in January 2006."

⁷⁰ Human Rights Watch (HRW), *Internal Fight: Palestinian Abuses in Gaza and the West Bank*, 30/07/2008.

⁷¹ Haaretz, "At Least 10 Wounded in Gaza as Top Fatah Officials Arrested", 10/08/2007.

⁷² Human Rights Watch (HRW), *Internal Fight: Palestinian Abuses in Gaza and the West Bank*, 30/07/2008.

⁷³ The Jerusalem Post, "Hamas arrests more Fatah leaders in Gaza", 08/01/2008.

⁷⁴ Palestinian Centre for Human Rights (PCHR), "PCHR Is Concerned Over Arrest Campaigns against Fatah Activists in Gaza and against Hamas Activists in the West Bank", 08/07/2009.

environ 73 personnes affiliées au Fatah dans toute la bande de Gaza, la plupart du temps sans mandat⁷⁵.

Human Rights Watch montre dans un rapport de 2012 que ces arrestations et détentions sont toujours d'actualité au début des années 2010⁷⁶. Interrogé par l'ONG, un homme, dont la fonction exacte qu'il a occupée au sein de l'administration de l'Autorité palestinienne avant 2007 n'est pas précisée, affirme sous couvert d'anonymat avoir été accusé par le Hamas d'espionner pour le compte de l'Autorité palestinienne et d'Israël et avoir passé plusieurs mois en détention à partir de mars 2011 :

« Je n'ai pas nié traiter avec l'AP [Autorité palestinienne], mais j'ai nié leurs accusations selon lesquelles je lui parlais des activités de résistance [des groupes armés palestiniens à Gaza] et des tunnels [...]. Et je n'ai jamais rien révélé à Israël. [...] Ils m'interrogeaient pour savoir qui était le chef de l'unité d'information de l'Autorité palestinienne et je ne savais pas. Ils voulaient savoir des choses sur mon implication dans l'Autorité palestinienne et [dans l'espionnage] des actions de résistance mais je n'étais pas impliqué. »⁷⁷

Cet homme dit également avoir rencontré un avocat mais affirme que ce dernier l'a empêché d'aller devant les tribunaux et de porter plainte pour les actes de torture qu'il a subis⁷⁸.

Un jeune homme membre du conseil des jeunes du Fatah, le *Shabiba*, qui a travaillé pour la Sécurité préventive avant 2007, affirme avoir été arrêté et détenu à d'innombrables reprises (au moins trente fois pour des courtes durées entre 2007 et 2011, selon son témoignage)⁷⁹. Accusé durant les interrogatoires de travailler pour les Américains⁸⁰, il dit n'avoir jamais été autorisé à rencontrer un avocat ni un juge, ni avoir été informé des charges officielles pesant contre lui.

3.2. Torture

Un rapport de 2012 de Human Rights Watch consacré aux faillites du système de justice pénale à Gaza atteste que le recours aux mauvais traitements où la torture y est systématique au cours des phases d'arrestation et de placements en détention même courts⁸¹.

Dans un rapport datant de 2016 portant sur les années précédentes, le Palestinian Centre for Human Rights (PCHR) relate de manière très précise les différents cas de tortures ayant eu lieu dans les prisons de la bande de Gaza⁸². Selon l'ONG, les actes de torture sont en particulier le fait des agents de police du Hamas et de la Force de sécurité interne. Ils visent les opposants politiques au parti, et en particulier ceux affiliés au Fatah, dans un but d'intimidation et en vue d'obtenir des informations.

⁷⁵ Ibid.

⁷⁶ Human Rights Watch (HRW), *Abusive System: Failures of Criminal Justice in Gaza*, 03/10/2012.

⁷⁷ Ibid. Traduction DIDR [anglais] de : "I didn't deny dealing with the PA, but I denied their claim that I was talking with them about resistance activities [by Palestinian armed groups in Gaza] and the tunnels. And I never talked to Israel about anything. [...] They were interrogating me about who was the head of the information unit of the PA, and I didn't know. They wanted to know about my involvement with the PA and [spying on] resistance actions, but I wasn't involved."

⁷⁸ Ibid.

⁷⁹ Ibid.

⁸⁰ Le général américain Keith Dayton a été en charge de l'entraînement des forces de l'Autorité palestinienne de 2005 à 2010.

⁸¹ Human Rights Watch (HRW), *Abusive System: Failures of Criminal Justice in Gaza*, 03/10/2012.

⁸² Palestinian Centre for Human Rights (PCHR), *Crimes of Torture in Palestinian Prisons and Detention Centers*, 17/01/2016.

Selon le témoignage d'un membre du Fatah, à la veille de l'anniversaire des 50 ans du parti, le 31 décembre 2014, plusieurs membres importants du mouvement à Gaza reçoivent des menaces les avertissant de ne pas participer aux activités organisées en l'honneur de l'événement⁸³. Quelques jours plus tard, ils sont convoqués dans un bureau de la Force de sécurité interne et sont emmenés, yeux bandés, vers une destination inconnue où ils subissent humiliations et coups. En février 2015, un ancien chef du Service de sécurité préventive subit également des tortures de la part de la Sécurité interne lors d'interrogatoires.

Les actes de torture du Hamas sur les personnes liées au Fatah, anciens fonctionnaires de l'Autorité palestinienne ou non, semblent par ailleurs également aussi recouvrir un caractère punitif. Ainsi, un ancien employé de l'Autorité palestinienne, détenu plusieurs mois en 2011, témoigne : « Quand ils me torturaient, ils disaient qu'ils avaient été torturés par la Sécurité préventive quand le Fatah était en charge. J'ai dit « Qu'est-ce que ça a à voir avec moi ? Je n'étais pas dans la Sécurité préventive ». C'était comme des représailles. »⁸⁴

3.3. Exécutions

Selon le Palestinian Centre for Human Rights, entre la prise de contrôle de Gaza par le Hamas, en juin 2007, et mai 2016, le Hamas conduit 67 exécutions, un nombre qui ne prend en compte que les exécutions menées par la police et la Sécurité interne mais pas les assassinats conduits par les hommes armés affiliés au Hamas en temps de guerre⁸⁵.

Selon Human Rights Watch, pendant l'offensive israélienne de 2008-09, les forces de sécurité du Hamas exécutent 18 personnes de manière extrajudiciaire pour collaboration alléguée avec l'Etat hébreu⁸⁶. Entre le 18 janvier et le 31 mars 2009, 14 autres personnes sont exécutées⁸⁷. Selon la Commission indépendante pour les droits de l'Homme (ICHR), organisation liée à l'Autorité palestinienne, au total, entre le 27 décembre 2008 et le 27 février 2009, les hommes armés et masqués affiliés au Hamas procèdent à l'assassinat de 28 personnes⁸⁸.

Le cas d'un homme, Abdel Karim Shrair, exécuté après avoir été torturé à la suite d'un procès entre 2008 et 2011, est médiatisé en 2012 après que Human Rights Watch a dénoncé l'affaire⁸⁹. Ancien membre de la police civile de l'Autorité palestinienne et combattant des Brigades al-Aqsa, la branche armée du Fatah, celui-ci est arrêté par les Brigades al-Qassam, en juillet 2008, avant d'être transféré en août dans la section de la Sécurité interne de la prison al-Saraya puis en octobre, dans la prison al-Mashtal. Sa famille et son avocat, alors autorisés à le voir, constatent qu'il présente de nombreuses traces de torture. Mais en octobre 2009, Abdel Karim Shrair est jugé coupable de collaboration avec Israël par une cour militaire qui le condamne à mort et les tentatives de son avocat de faire annuler le verdict au motif que ses droits ont été bafoués et les procédures d'arrestation et de détention non respectées (arrestation arbitraire sans mandat et par une agence non-autorisée, durée de détention supérieure à celle autorisée avant présentation au bureau du procureur, confessions obtenues par la coercition, accès à un avocat refusé en premier lieu) se révèlent vaines. Les juges estiment que ces vices

⁸³ Human Rights Watch (HRW), *Abusive System: Failures of Criminal Justice in Gaza*, 03/10/2012.

⁸⁴ Human Rights Watch (HRW), *Abusive System: Failures of Criminal Justice in Gaza*, 03/10/2012. Traduction DIDR [anglais] de : "When they were torturing me, they said they had been tortured by the Preventive Security when Fatah was in charge. I said, 'What does that have to do with me? I wasn't with Preventive Security.' It was like a reprisal."

⁸⁵ AL WAHEIDI Majd, HADID Daa, "Hamas Calls for Resumption of Death Penalty in Gaza", *The New York Times*, 25/05/2016.

⁸⁶ Human Rights Watch (HRW), *Under Cover of War: Hamas Political Violence in Gaza*, 20/04/2009.

⁸⁷ Ibid.

⁸⁸ Ibid.

⁸⁹ Human Rights Watch (HRW), *Abusive System: Failures of Criminal Justice in Gaza*, 03/10/2012.

de procédure ont été corrigés rétroactivement puisque le détenu a finalement été conduit à la police et produit devant le procureur militaire. Malgré un appel qui dure de mai 2009 à avril 2011, Shrair est exécuté en mai 2011 ; sa famille n'est pas autorisée à l'enterrer.

Entre juin 2014 et juin 2015, un gouvernement d'union nationale auquel participent le Fatah et le Hamas est au pouvoir. Un cessez-le-feu est mis en place ; et il est prévu que l'Autorité palestinienne reprenne la gestion de l'administration civile de la bande de Gaza⁹⁰. Pendant cette période, les exécutions à Gaza connaissent donc une pause puisque Mahmoud Abbas, en tant que président de l'Autorité palestinienne, doit donner son aval pour toute exécution⁹¹. Mais la trêve est brève et le gouvernement d'union dissous en juin 2015⁹². A cette suite, les autorités gazaouies réinstaurent la peine de mort de manière officielle. Dans une déclaration, Yehia Mousa, un législateur de Gaza explique : « Nous avons jugé qu'il était important d'appliquer la loi de la peine de mort pour maintenir la paix civile dans la société et empêcher les meurtres »⁹³. Le 18 avril 2016, trois personnes sont ainsi condamnées à mort pour collaboration avec Israël⁹⁴.

⁹⁰ *Reuters*, « Gaza-Tensions autour du paiement des salaires des fonctionnaires », 10/09/2014.

⁹¹ Al-WAHEIDI Majd, HADID Diaa, " Hamas Calls for Resumption of Death Penalty in Gaza", *The New York Times*, 25/05/2016.

⁹² *BBC*, "Palestinian unity government 'to resign over Gaza row'", 17/06/2015.

⁹³ Al-WAHEIDI Majd, HADID Diaa, " Hamas Calls for Resumption of Death Penalty in Gaza", *The New York Times*, 25/05/2016.

⁹⁴ *Ibid.*

Bibliographie

[Sites web consultés en octobre 2016]

Homologues

Canada: Immigration and Refugee Board of Canada, *Palestine : information sur les cas de violations des droits de la personne commises par des policiers ou par les forces de sécurité du Fatah [l'Autorité palestinienne (AP)] à Gaza, y compris les policiers de la division responsable des enquêtes liées aux stupéfiants; information sur le changement de régime à Gaza (1999-2007)*, 27/01/2014.

<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=546474471&skip=0&query=fatah%20gaza&ci=PSE>

Canada: Immigration and Refugee Board of Canada, *Palestine: Overview of the Palestinian Preventive Security of Gaza; situation of Preventive Security members during and after Hamas takeover in June 2007*, 02/07/2009.

<http://www.refworld.org/docid/4b20f033c.html>

ONG

Palestinian Center for Human Rights (PCHR), *3 Death Sentences Issued and 2 Others Upheld Before Military Courts in the Gaza Strip; PCHR Condemns Ongoing Application of Death Penalty and Demands its Abolishment*, 19/04/2016.

<http://pchrghaza.org/en/?p=8044>

Palestinian Centre for Human Rights (PCHR), *Crimes of Torture in Palestinian Prisons and Detention Centers*, 17/01/2016.

<http://pchrghaza.org/en/wp-content/uploads/2016/03/Crimes-of-Torture-in-Palestinian-Prisons.pdf>

Al-Haq, "Al-Haq Welcomes UN, Swiss and Dutch Acceptance of State of Palestine's Accession to Treaties", 10/04/2014

<http://www.alhaq.org/advocacy/topics/palestinian-violations/advocacy/targets/accountability/81-general/797-al-haq-welcomes-un-and-swiss-federal-council-acceptance-of-plos-accession-to-treaties>

Human Rights Watch (HRW), *Abusive System: Failures of Criminal Justice in Gaza*, 03/10/2012.

<http://www.refworld.org/docid/506e95152.html>

ABU-SADA Caroline, « Gaza. Conflits de souveraineté », Médecins sans frontières, 2011.

<http://www.msf-crash.org/livres/book/export/html/66>

Palestinian Centre for Human Rights (PCHR), "PCHR Is Concerned Over Arrest Campaigns against Fatah Activists in Gaza and against Hamas Activists in the West Bank", 08/07/2009.

<http://pchrghaza.org/en/?p=2349>

Human Rights Watch (HRW), *Under Cover of War: Hamas Political Violence in Gaza*, 20/04/2009.

<http://www.refworld.org/docid/49ec66822.html>

Human Rights Watch (HRW), *Internal Fight: Palestinian Abuses in Gaza and the West Bank*, 30/07/2008.

<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=489019022&skip=0&query=fatah%20gaza&coi=PSE>

International Crisis Group (ICG), *Ruling Palestine I: Gaza under Hamas*, Middle East Report N°73, 19/03/2008.

<http://www.refworld.org/docid/47e1365277.html>

International Crisis Group (ICG), *Inside Gaza: The Challenge of Clans and Families*, Middle East Report N°71, 20/12/2007. Adaptation et traduction de l'anglais par Laurent Grobois.

<https://www.cairn.info/revue-oultre-terre1-2009-2-page-143.htm#s1n6>

Human Rights Watch (HRW), "Gaza: Shootings Inquiry Should Lead to Prosecutions", 15/11/2007.

<https://www.hrw.org/news/2007/11/15/gaza-shootings-inquiry-should-lead-prosecutions>

Palestinian Centre for Human Rights (PCHR), *Black Pages in the Absence of Justice, Report on Bloody Fighting in the Gaza Strip from 7 to 14 June 2007*, 01/10/2007.

<http://pchrgaza.org/en/?p=4743>

Think thanks

BROWN Nathan J., "Gaza five years on: Hamas settles in", *Carnegie Endowment for International Peace*, 06/06/2012.

http://carnegieendowment.org/files/hamas_settles_in.pdf

Médias

AL WAHEIDI Majd, HADID Daa, "Hamas Calls for Resumption of Death Penalty in Gaza", *The New York Times*, 25/05/2016.

http://www.nytimes.com/2016/05/26/world/middleeast/hamas-calls-for-resumption-of-death-penalty-in-gaza.html?_r=0

Le Monde, « Hamas et Fatah s'entendent sur un retour du gouvernement d'union à Gaza », 25/09/2015.

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/09/25/hamas-et-fatah-s-entendent-sur-un-retour-du-gouvernement-d-union-a-gaza_4494507_3218.html

BARTHE Benjamin, « Les Palestiniens, otages de la guérilla administrative entre le Hamas et le Fatah », *Le Monde*, 09/08/2015.

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2007/08/09/les-palestiniens-otages-de-la-guerilla-administrative-entre-le-hamas-et-le-fatah_943079_3218.html

BBC, "Palestinian unity government 'to resign over Gaza row'", 17/06/2015.

<http://www.bbc.com/news/world-middle-east-33160184>

Le Monde, « La question des fonctionnaires continue de diviser l'Autorité palestinienne et le Hamas », 21/04/2015.

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/04/21/la-question-des-fonctionnaires-continue-de-diviser-l-autorite-palestinienne-et-le-hamas_4619528_3218.html

International Business Times, "Palestinian Authority 'still in dialogue' with Hamas despite wave of arrests", 10/03/2015.

<http://www.ibtimes.co.uk/palestinian-authority-still-dialogue-hamas-despite-wave-arrests-1491327>

Reuters, « Gaza-Tensions autour du paiement des salaires des fonctionnaires », 10/09/2014.

<http://fr.reuters.com/article/idFRL5N0RB4EO20140910?pageNumber=1&virtualBrandChannel=0&sp=true>

The Times of Israel, "Hamas breaks up Fatah demonstration in Gaza City", 16/03/2014.

<http://www.timesofisrael.com/hamas-breaks-up-fatah-demonstration-in-gaza-city/>

The Sydney Morning Herald, "Clans fight to keep it all in the family", 08/08/2010.

<http://www.smh.com.au/news/world/clans-fight-to-keep-it-all-in-the-family/2008/08/07/1217702251237.html?page=fullpage#contentSwap3>

The Jerusalem Post, "Hamas arrests more Fatah leaders in Gaza", 08/01/2008.

<http://www.jpost.com/Middle-East/Hamas-arrests-more-Fatah-leaders-in-Gaza-109692>

Haaretz, "At Least 10 Wounded in Gaza as Top Fatah Officials Arrested", 10/08/2007.

<http://www.haaretz.com/news/at-least-10-wounded-in-gaza-as-top-fatah-officials-arrested-1.227247>

FLEISHMAN Jeffrey, "Hiding in Gaza's shadows", *Los Angeles Times*, 04/07/2007.

<http://articles.latimes.com/2007/jul/04/world/fg-divide4>

Reuters, "Palestinian divide poses dilemma for Gazans", 17/06/2007.

<http://bdnews24.com/world/2007/06/17/palestinian-divide-poses-dilemma-for-gazans>

HADID Daa (Associated Press), "Gazans welcome 'winner' Hamas", *The Star*, 15/06/2007.

https://www.thestar.com/news/2007/06/15/gazans_welcome_winner_hamas.html

The Washington Post, "Abbas Dissolves Government As Hamas Takes Control of Gaza", 15/06/2007

<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/06/14/AR2007061400145.html>

Textes législatifs

Palestinian Authority, *2003 Amended Basic Law*, 18/03/2003.

<http://www.palestinianbasiclaw.org/basic-law/2003-amended-basic-law>

United Nations, General Assembly, *Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment*, 10/12/1984.

<http://www.un.org/documents/ga/res/39/a39r046.htm>

United Nations, General Assembly, *International Covenant on Civil and Political Rights*, 16/12/1966.

<http://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/ccpr.aspx>

United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights, "Status of ratification by treaty and country", s.d.

<http://www.ohchr.org/en/hrbodies/cat/pages/catindex.aspx>

Autres

Global Security, "Palestinian Parliamentary Elections 2006".

<http://www.globalsecurity.org/military/world/palestine/pa-elections2006.htm>

Global Security, « Hamas ».

<http://www.globalsecurity.org/military/world/para/hamas.htm>